



analyse

Par **Saïda Bédar**, chercheur au CAPRI.

## Les buts stratégiques des États-Unis en Irak

La définition la plus large de la stratégie des États-Unis en Irak serait l'exploitation des effets de rupture afin de créer des dynamiques favorables aux objectifs et intérêts américains. Or, étant donné la complexité des configurations géopolitiques irakiennes et régionales, on peut se demander jusqu'à quel point ces effets de rupture sont maîtrisables.

### Photo ci-dessus :

Le 15 septembre 2008, à Bagdad, le général américain David H. Petraeus et le ministre irakien de la Défense, Abd al-Qadir al-Mufriji, saluent le drapeau irakien lors d'une cérémonie d'adieu au général Petraeus, qui remet le commandement de la force multinationale en Irak au général d'armée Raymond T. Odierno, qui restera à ce poste jusqu'en septembre 2010. (© DoD)

L'histoire de l'interventionnisme américain en Irak montre à la fois une constance dans la recherche des objectifs, à savoir l'influence et l'accès, et une rupture dans les pratiques stratégiques. Du soutien au coup d'État baathiste en 1963 contre le gouvernement d'Abdul Karim Qasim – qui a renversé la monarchie en 1958, a retiré l'Irak du pacte de Bagdad et s'est rapproché de l'Union soviétique – aux deux guerres et à l'embargo pour renverser le régime de Saddam Hussein (1990-2003), en passant par le soutien de l'Irak dans sa guerre contre l'Iran (1980-1988), on voit clairement que l'engagement américain a évolué d'une stratégie indirecte à une stratégie totale, qui les a menés vers une posture « proto-impériale », d'invasion et d'occupation. L'enjeu

d'un tel engagement dépasse l'Irak et implique un renforcement de l'influence géostratégique des États-Unis dans la région. L'approche est désormais préemptive et vise à limiter les obstacles à l'accès, qui sont induits par la montée en puissance des acteurs émergents extrarégionaux et régionaux, par le retour inévitable de la Russie, et par les facteurs crisogènes issus de la déliquescence des régimes autoritaires de la région (insurrections, terrorisme, djihadisme).

### L'Irak comme pivot de l'accès dans la région

L'Irak est au centre d'un sous-système géostratégique que les États-Unis ont nommé le « Grand Moyen-Orient », qui va du Maghreb à l'Asie centrale. Cette région abrite : la première

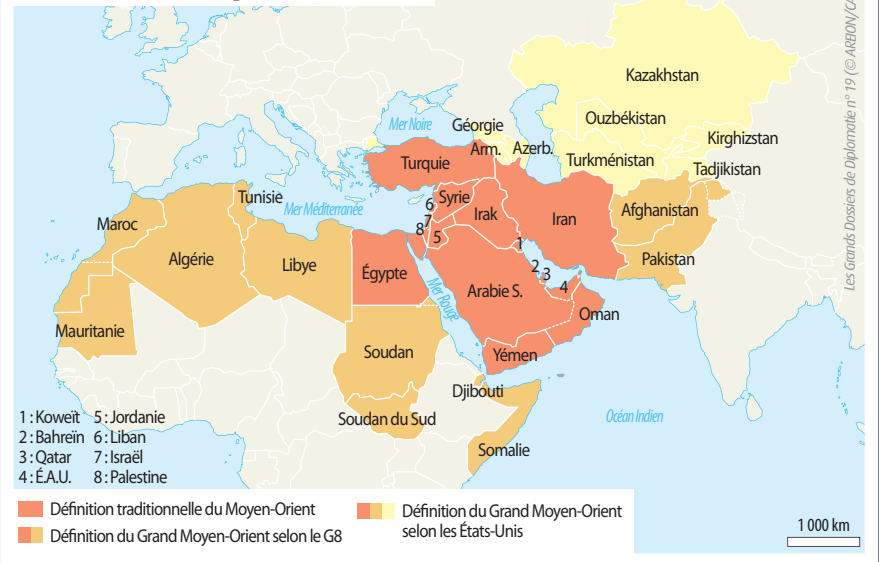


réserve mondiale en hydrocarbures ; des voies de transit maritime stratégiques pour le commerce mondial ; la triple périphérie de la Russie, de la Chine et de l'Europe ; une zone d'interconnexion Europe-Asie et Asie-Afrique. L'interconnexion, tout comme l'accès, est devenue un enjeu stratégique de la globalisation, et de nombreux mégaprojets logistiques et énergétiques (pipelines, hubs, eau, énergie alternative) transrégionaux sont en passe d'émerger et de transformer la région en créant des continums. Ainsi, l'Irak se retrouve au centre du continuum Golfe/Méditerranée, via la Turquie et le Levant, et des continums Caspienne-Asie centrale/Irak/Méditerranée-Europe ou mer Rouge-Afrique. Ces continums, historiquement marqués par des flux commerciaux et humains – la « route de la Soie », les migrations post-Empire ottoman (qui ont d'ailleurs été réactivées par le conflit syrien, avec certaines minorités retournant dans le Caucase), les échanges (socioculturels ou liés à l'économie informelle ou le militantisme) au sein des réseaux tribaux, ethniques, confessionnels – vont se territorialiser et s'étendre via les mégaprojets. Il s'agit : des nombreux projets d'acheminement du pétrole (voir l'article p. 57 de ce numéro des *Grands Dossiers*) ; des projets d'énergies renouvelables de type Desertec qui s'étendra du Golfe au Sahel vers l'Europe ; du projet transasiatique route-rail-port de Gwadar reliant l'Asie au Golfe ; du projet « canal sec » qui sera une voie ferroviaire reliant le nouveau port d'Al-Faw (Bassora) à l'Allemagne via la Turquie, appelé ainsi car il concurrencera le canal de Suez ; ou encore des multiples hubs maritimes et aéronautiques qui se multiplient dans la région.

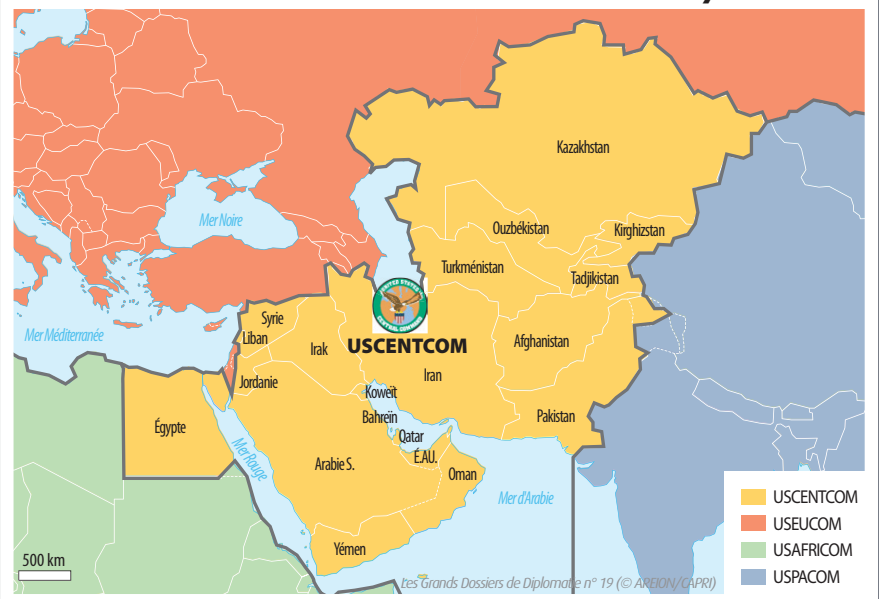
La centralité du golfe Arabo-Persique dans la stratégie américaine est une constante – le golfe était surnommé le « lac américain ». Mais il est vrai que pendant la guerre froide, les Américains avaient concentré leur présence militaire en Europe et en Asie. Ce n'est qu'à partir des années quatre-vingt, après la rupture de la révolution islamique en Iran et l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, que les États-Unis ont renforcé leur présence militaire, en créant (en 1983) un commandement dédié – le Central Command (CENTCOM) – et en multipliant les accords de défense avec les États de la région (1). Après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, l'ensemble des monarchies du Golfe, jusque-là réticentes à créer un partenariat trop liant (créant de la dépendance) avec les États-Unis, signent des accords de défense et acceptent d'accueillir des bases sur leur sol. La zone du CENTCOM est peu à peu devenue une zone-périmètre, couverte logiquement – par des bases, le prépositionnement d'équipements militaires, des systèmes de télécommunications et ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance) (2). Après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont resserré les liens sécuritaires avec les États de la région, en particulier avec les États du Golfe, qui ont vu dans la « guerre globale contre le terrorisme » une opportunité de légitimer, pour des raisons sécuritaires, leurs politiques répressives.

Par ailleurs, la maîtrise des facteurs nommés « antiaccès » (*anti-access*) par le Pentagone est devenue un paradigme central dans la stratégie des États-Unis, bénéficiant d'une suprématie techno-militaire et géopolitique indéniable, mais qui peut être dégradée par des moyens asymétriques, ou par l'ostracisme politique régional (3). Dans cette optique, l'intervention en Irak, ainsi que la relation stratégique créée avec l'État irakien, sont supposées garantir un accès dans le plus

## Le « Grand Moyen-Orient »



## La zone de commandement militaire US au Moyen-Orient

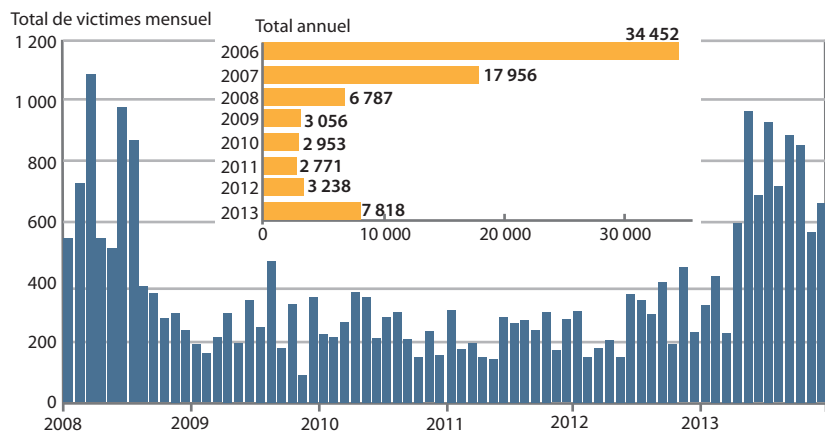


ou moins long terme. L'Irak n'est pas devenu un État-client des États-Unis, mais le régime de Bagdad a tout intérêt, pour maintenir un jeu d'alliances régionales équilibré, à développer un partenariat bilatéral solide avec Washington. Les gains stratégiques objectifs (c'est-à-dire par rapport aux buts stratégiques initiaux, pas en termes de pacification, démocratisation, ou autre) de la guerre en Irak semblent peu réversibles dans le moyen terme. Il s'agit :

- des effets de préemption : l'intervention américaine a évité que le régime de Saddam Hussein ne soit renversé par une révolution islamique irakienne soutenue par l'Iran, ou dans une guerre civile à la syrienne avec un risque d'éclatement ingérable ;
- du désarmement d'un État qui était parvenu à un niveau permettant l'anti-accès ;
- de la décentralisation (et l'affaiblissement) de l'État irakien



## Victimes civiles en Irak entre 2006 et 2013



Source : UN Assistance Mission to Iraq

Les Grands Dossiers de Diplomatie n° 19 (© ARBION/CAPRI)

par le fédéralisme « souple » et l'option du « *powersharing* » induisant le factionnalisme ;

- du contrôle initial de l'infrastructure administrative irakienne dans les secteurs clés par l'encadrement technocratique, mais aussi la mise en place (et donc la possibilité de contrôle) de toute l'infrastructure irakienne (structures technologiques de l'information et de la communication) ;
- de la garantie de l'accès au pétrole irakien (le développement endogène du secteur était devenu impossible, donc dépendance vis-à-vis des investisseurs étrangers), pour une stabilisation du marché international de l'énergie et donc de l'économie mondiale ;
- de l'implantation d'un système ISR – à l'ambassade à Bagdad, aux consulats, sur les six sites militaires de l'Office of Security Cooperation-Iraq (OSC-I, la mission militaire américaine autorisée sur le sol irakien après décembre 2011) (4) en Irak ;
- du renforcement des forces de déploiement rapide américaines dans le voisinage (Koweït, Qatar, Bahreïn, EAU, Golfe) avec possibilité d'intervention en Irak si le gouvernement irakien le demande ;
- des capacités de dissuader les États hostiles (Iran et Syrie) ou non-hostiles mais qui ont un agenda propre (Turquie, Arabie saoudite, Qatar) de la région à partir de l'Irak – présence militaire/renseignement, et influence par les liens directs avec les dirigeants irakiens, et indirects via les divers réseaux. Il est également important de noter que l'Irak est devenu la porte d'entrée de l'interventionnisme militaire américain dans la région, parce qu'il est devenu le « ventre mou » ou « l'homme malade » du Moyen-Orient, selon les expressions consacrées. À l'origine, l'Irak n'était pas plus fragilisé que n'importe quel autre État de la région, avec le schéma classique de l'émergence nationale post-impériale et post-coloniale marquée par la gouvernance monarchique sous influence, puis la dictature favorisant la segmentation sociale et le néo-patrimonialisme (confiscation de l'État par une « clique » qui redistribue le pouvoir selon divers réseaux clientélistes). Ce qui a considérablement affaibli l'Irak, c'est la guerre d'épuisement Iran-Irak, soutenue par Washington, la guerre contre la Coalition en 1990 (après l'invasion du Koweït encouragée par un certain laissez-faire diplomatique américain), suivie par une campagne secondaire américaine de douze ans, marquée par des frappes chirurgicales désarmantes, des opérations

clandestines (infiltrations d'agents/exfiltrations d'acteurs du régime, éliminations ciblées, connexions aux réseaux tribaux, etc.) et par un régime de sanctions économiques rigoureux.

### L'enjeu du « changement de régime » en Irak

L'implication des États-Unis dans la reconstruction de l'Irak a pris la forme d'un « changement de régime » (*regime change*) radical, qui a été au-delà du renversement de Saddam Hussein et a modifié les bases mêmes de l'État irakien en imposant la formule du fédéralisme « souple » et du « *powersharing* » ethno-confessionnel (voir l'article sur « La crise de gouvernement » p. 22 de ce numéro des *Grands Dossiers*). Ce changement de régime a été opéré par les voies juridico-politiques, les décrets de la Coalition Provisional Authority (l'autorité d'occupation reconnue par l'ONU), notamment les premiers décrets, établissant la « débaathification » et le démantèlement de l'armée (5), puis la mise en place d'un gouvernement intérimaire et d'une Constitution. Mais il a également été opéré par la stratégie militaire développée dans le cadre de la lutte contre-insurrectionnelle. En effet, l'engagement unilatéral des forces de la Coalition dans la lutte contre l'insurrection, essentiellement sunnite (baathiste, islamiste, djihadiste) et d'interposition entre les factions armées, a permis d'influencer considérablement le terrain politique irakien – stratégie qualifiée de « *bottom-up* » (à partir du terrain) ou de « COIN-plus », la contre-insurrection avec plus d'engagement sociopolitique, fondée sur un effort d'intelligence (au sens large, renseignement, information,

“ Le but stratégique des forces américaines était donc de contribuer à l'effort d'ingénierie sociopolitique sur le terrain, tout en créant les conditions pour leur stratégie de sortie. ”

opérations psychologiques, connaissance anthropologique) et la cooptation des populations (« gagner les cœurs et les esprits »). Les gains tactiques militaires opérés par la Coalition, et les rapports avec les acteurs décentralisés (tribus, autorités locales, divers groupements sociaux) qu'ils impliquaient, ont créé *de facto* un schéma décentralisé sur le terrain, établissant les conditions d'équilibrage entre les forces sociopolitiques locales et le gouvernement central, notamment à l'aide des équipes civilo-militaires, les Provincial Reconstruction Teams (PRT) (6) qui ont fourni l'aide au développement, à l'administration et à la sécurisation locaux.

Le but stratégique des forces américaines était donc de contribuer à l'effort d'ingénierie sociopolitique sur le terrain, tout en créant les conditions pour leur stratégie de sortie. La stratégie américaine a certes mené à un certain niveau de pacification, en particulier après l'effort de guerre supplémentaire (35 000 hommes en plus), nommé *surge*, en 2006 et 2007, mais son aspect circonstanciel a limité ses effets et n'a pas abouti à la suppression des sources de l'insurrection. En outre, les Américains ne se sont pas donnés pour priorité la reformation d'une armée consolidée. Au-delà du fait qu'ils ne voulaient pas recréer une armée puissante au service d'un État central fort,



ils n'ont pas été capables d'accomplir la tâche qu'ils s'étaient fixés : former des forces de sécurité pouvant combattre l'insurrection et le terrorisme. Selon les rapports officiels américains, cette défaillance est due à la difficulté de former des unités en même temps qu'elles étaient engagées dans le combat : « c'est comme si on devait construire un avion en plein vol », selon l'expression des officiers en charge de la formation (MNSTC-I) (7). Il faut ajouter le fait que le contexte social s'est inévitablement reflété au sein des forces armées, touchées par la corruption et la criminalité ambiantes, et dominées par le factionnalisme et le clanisme – ces derniers facteurs ont été aggravés par la débaathification radicale qui a entraîné la suppression de la base technocratique des forces armées (voir p. 84 l'article sur les forces de sécurité dans ce numéro des *Grands Dossiers*). La conséquence de la faiblesse constitutive des forces de sécurité a été une montée progressive de la violence après décembre 2011, avec un bilan en 2013 s'élevant à près de 9000 morts (7818 civils et 1050 membres des forces de sécurité selon l'ONU), et un début d'année 2014 marqué par la prise totale ou partielle de Falloujah et Ramadié par l'État islamique en Irak et au Levant. Est-ce que, pour les États-Unis, le « changement de régime » opéré en Irak est une expérience reproductible ailleurs, notamment dans la perspective d'une vague de transitions au Moyen-Orient post monarchique, post nationaliste et post islamiste ? Rien n'est moins sûr. Nous avons montré comment l'intervention en Irak s'est étalée sur une longue période et a impliqué deux guerres majeures et douze ans d'embargo économique sévère. Le modèle du fédéralisme souple, allié au *power-sharing*, offre certes des avantages aux acteurs américains : l'accès et l'influence. Mais il est également porteur de risques : en affaiblissant l'État central, il laisse le champ libre aux menaces intérieures, transnationales et régionales. En ce sens, la crise syrienne est un rappel à l'ordre contre les expériences d'ingénierie sociopolitique hasardeuses et les alliances contre nature de toutes sortes.

**Saïda Bédar**

#### Notes

(1) Aujourd'hui, plus de 40 000 soldats américains sont stationnés dans la zone. Il y a deux porte-avions (soit 30 navires, 22 000 marins) stationnés en permanence. Le Bahreïn abrite le QG des forces navales du CENTCOM (USCOMNAVCENT, 6090 soldats). Le Koweït abrite essentiellement des forces terrestres à Camp Doha (4500 hommes stationnés avant le départ des troupes américaines d'Irak en décembre 2011, aujourd'hui 15 000 soldats américains prêts à intervenir en Irak en cas de besoin) et autorise l'accès à ses bases aériennes. L'Arabie saoudite n'abrite plus de forces américaines depuis 2003. Le Qatar a accordé en 2001 le stationnement permanent de forces aériennes américaines sur la base Al-Udeid, qui est également un site de prépositionnement d'équipements comme l'est la base As Saliyah. Près de 7900 soldats américains stationnent au Qatar, qui abrite une base avancée du CENTCOM et le Combined Air and Space Operations Center (CAOC), qui assure le contrôle aérien militaire, la défense aérienne et la guerre électronique pour les diverses opérations dans la région. Les Émirats arabes unis, qui autorisent l'accès aux ports émiratis, notamment la zone de stationnement des porte-avions dans le port de Jebel Ali, et sa base aérienne al-Dhafra, abritent 3000 soldats américains. Oman autorise le prépositionnement d'équipements et l'accès à ses bases aériennes (Seeb, Thumrait, Masirah, al-Musanahah).

(2) La zone du CENTCOM comprend les pays riverains du Golfe, la péninsule Arabe, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Égypte, la Jordanie, la Corne de l'Afrique (intégrée dans la zone de l'AFRICOM en 2007), en 1998 les pays d'Asie centrale sont inclus, et la Syrie et le Liban sont inclus en 2004.

(3) Le scénario qui sert de référence pour penser la transformation est un scénario post-2020 selon lequel : des adversaires seraient capables d'établir des zones d'exclusion aérienne et navale de plus de 500 miles par le recours à des systèmes d'armes et des technologies commercialement disponibles, tels les armes de destruction massive, les missiles, les moyens furtifs, les munitions de précision et largables à distance de sécurité, ou des capacités avancées développées

en niches (technologies intelligentes, guerre cybernétique, armes laser, etc.). Un tel périmètre d'exclusion montre la nécessité de repenser la structure des bases à l'étranger, d'élargir les capacités ISR pour la maîtrise du facteur temps (préemption, neutralisation rapide des capacités adverses, désescalade), mais également de consolider les instruments de l'influence politique.

(4) L'Office of Security Cooperation-Iraq (OSC-I), qui comprend entre 150 et 260 militaires et plusieurs centaines de personnels civils du Pentagone, soutenus par des contractants privés, (en tout 8900 personnes), a pour mission d'encadrer les forces irakiennes en termes de formation et d'entraînement, notamment dans la perspective des livraisons d'armes américaines. La présence américaine non militaire post-retrait est passée de 17 000 personnes en janvier 2012 à 10 500 en septembre 2013, selon l'ambassadeur Robert Stephen Beecroft, in *SIGIR Final Report to the US Congress*, septembre 2013, p. 1.

(5) Les décrets sont émis en mai 2003 : le 1<sup>er</sup> décret concerne la débaathification visant les cadres du parti et du régime, le décret 2 vise les institutions elles-mêmes, donc les ministères et l'armée, le décret 4 vise la saisie des avoirs du parti, le décret 5 instaure un Conseil national irakien de débaathification. Le décret 2 a entraîné le renvoi de près de 385 000 fonctionnaires et plus de 700 000 forces de sécurité (385 000 forces armées, 285 000 forces de police, 50 000 de la garde présidentielle), sans solde, sans indemnité, sans pension. Cette mesure avait été vivement critiquée par les officiers américains qui auraient préféré renvoyer les soldats dans leurs casernes et les payer, voire les ré-engager, ne serait-ce que pour éviter de les voir rejoindre l'insurrection. Voir Thomas E. Ricks, *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006.

(6) Visant à créer l'interface entre la Coalition et les gouvernements provinciaux locaux, les PRT favorisaient la mise en place d'acteurs locaux en relation directe avec les acteurs américains, sans nécessité de passer par un centre. Il y avait une dizaine de « *paired PRT* » composées d'équipes de 100 personnes, du personnel des Départements d'État, de la Justice, de l'Agriculture, de l'USAID et des contractants, travaillant en relation avec les gouvernements des provinces du Nord au Sud ; et quinze « *embedded PRT* » incluant du personnel du Pentagone et intégrées au sein de Brigades BCT (*Brigade Combat Teams*) de l'Army ou de brigades des Marines, travaillant avec les autorités locales et des cantons, dans la région de Bagdad et à Al Anbar.

(7) En juin 2003, la formation était en partie assurée par les compagnies privées de sécurité, puis un commandement spécifique est mis en place en septembre 2004, le Multi-National Security Transition Command - Iraq (MNSTC-I) qui forme les forces de sécurité irakiennes via le système des petites équipes de formation (*transition teams*) « insérées » dans les unités irakiennes.



#### Photo ci-contre :

Le lieutenant colonel Mike Bush, officier d'une *Security Transition Team* (engagées auprès des forces de sécurité irakiennes pour les former), reçoit les honneurs d'un chef de tribu irakien. (© DoD/Cody Harding)